Conseil d'Etat — Raad van State
17 III 1957
coordination (2)

ML. L. 5488/2.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 9 novembre 1956, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "coordonnant les dispositions légales relatives au régime fiscal des huiles minérales", a donné le 20 février 1957 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 9e november 1956 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot samenordening van de wetsbepalingen betreffende het fiscaal regime van minerale olie", heeft de 20e februari 1957 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet la coordination de l'arrêté royal n°233 du 22 janvier 1936, tel qu'il a été modifié par des dispositions ultérieures et l'article 10, §§ 1er à 3, de la loi du 23 juin 1938 concernant les accises et les douanes.

Une coordination a déjà été réalisée par l'arrêté ministériel du 27 décembre 1947 et par celui du 14 janvier 1950. Le projet ne diffère de l'arrêté ministériel du 14 janvier 1950 que par la majoration du montant des droits qui étaient fixés par cet arrêté.

Cette majoration a été établie par les articles 1er et 2 de la loi du 26 juillet 1952 "pendant la période du 16 avril au 31 décembre 1952, par dérogation à l'article 1er, § 1er (et à l'article 1er, § 2) des dispositions légales relatives au régime fiscal des huiles minérales, coordonnées par l'arrêté ministériel du 14 janvier 1950". L'application de la loi du 26 juillet 1952 a été prorogée d'année en année jusqu'au 31 décembre 1955 par une disposition figurant à l'article 2, alinéa 2, de chacune des lois contenant les budgets des voies et moyens pour les exercices 1953, 1954 et 1955 . L'article 2, alinéa 2, de la loi du 29 décembre 1955 contenant le même budget pour l'année 1956, à son tour, a prorogé l'application de la loi du 26 juillet 1952 mais sans qu'aucune date limite la durée de cette prorogation. Il résulte des travaux préparatoires de la loi budgétaire du 29 décembre 1955 que l'intention du Gouvernement, suivi sur ce point par le législateur, a été que la prorogation soit établie sans limitation dans le temps (Doc. Chambre 4 - 1 (1955-56), n°1, p.59).

.../...

Ce qui précède indique que la loi du 26 juillet 1952 n'a pas modifié la législation existante mais y a simplement dérogé; le fait que cette dérogation est actuellement illimitée dans le temps n'a pas eu pour effet d'abroger la législation antérieure mais en a simplement suspendu l'application en ce qui concerne les taux qui font l'objet de la dérogation.

Le but d'un arrêté de coordination étant de réunir en un texte unique l'ensemble coordonné de la législation en vigueur en la matière, le projet doit tenir compte à la fois de la législation de base non abrogée et des dérogations qui y sont apportées. C'est pourquoi il n'est pas possible de remplacer purement et simplement les taux antérieurs à la loi du 26 juillet 1952 par les taux dérogatoires établis par cette loi. Il faut reprendre le texte de la coordination précédente en y insérant en alinéas distincts les dispositions de la loi dérogatoire.

\+

\+ +

Il serait préférable de rédiger de la façon suivante l'article 1er de l'arrêté de coordination :

"Article 1er.-

L'arrêté royal n°233 du 22 janvier 1936, confirmé par la loi du 4 mai 1936; l'article 10, § 1er à 3, de la loi du 23 juin 1938; l'article 3 de la loi du 5 septembre 1947; les articles 1er, 2 et 3 de la loi du 13 janvier 1950; les articles 1er, 2 et 3 de la loi du 26 juillet 1952 et l'article 2 de la loi du 29 décembre 1955 contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1956, sont coordonnés conformément au texte annexé au présent arrêté".

\+

\+ +

L'ordre des dispositions coordonnées par le projet n'est pas rigoureusement logique. C'est ainsi qu'à l'article 1er le § 3, alinéa 1er, et le § 5 ne se rapportent qu'au § 1er du même article et devraient donc logiquement se placer avant le § 2. De même, l'article 1er, § 3, alinéa 2, pourrait être scindé de façon à se trouver après chacune des deux dispositions qu'il concerne. L'article 2, 2°, qui concerne uniquement l'article 1er, § 5, devrait être rattaché à cette disposition.

L'article 1er comprend cinq paragraphes. Pour la clarté du texte, il serait préférable d'en faire des articles distincts.

\+

\+ \+

En divers endroits, la version néerlandaise du projet s'écarte quelque peu du texte légal.

\+

\+ \+

Il y a lieu de faire suivre les notes de bas de page de la mention des dispositions non reprises dans le corps de la coordination.

\+

\+ \+

Le texte ci-après tient compte des diverses observations formulées :

DISPOSITIONS LEGALES RELATIVES AU REGIME D'ACCISE DES HUILES MINERALES, COORDONNEES LE ...

CHAPITRE Ier. DROIT D'ACCISE.

Article 1er.-

Les huiles minérales provenant du traitement des huiles de pétrole, du lignite, de la tourbe, du schiste, etc..., qui sont fabriquées ou importées dans le pays, sont soumises à un droit d'accise fixé comme suit :

a. huiles de pétrole brutes	exemption
b. autres :	
1.Huiles légères :	
A. destinées à des usages industriels ...	exemption
B. destinées à d'autres usages	219 fr. par hl à 15° c
2.Huiles moyennes	exemption
3.Non dénommées	exemption

A partir du 16 avril 1952, et par dérogation aux dispositions ci-dessus, le droit d'accise prévu au b,1, B, est fixé à 320 fr.

Article 1er.- Arrêté royal n°233 du 22 janvier 1936, article 1er, § 1er, modifié par la loi du 13 janvier 1950, article 1er - Loi du 26 juillet 1952, article 1er, prorogé par les lois du 29 décembre 1952, article 2, alinéa 2, du 29 décembre 1953, article 2, alinéa 2, du 28 décembre 1954, article 2, alinéa 2, et, sans limitation de durée, par la loi du 29 décembre 1955, article 2, alinéa 2.

Article 2.-

Le Ministre des Finances spécifie les produits qui sont compris dans chacune des catégories énumérées à l'article 1er et détermine les conditions auxquelles est subordonnée l'admission en exemption du droit d'accise, des produits visés au b, 1, A, de cet article.

Article 3.-

Décharge du droit d'accise peut être accordée en cas d'exportation des produits visés à l'article 1er, b, 1, B. Le Ministre des Finances est autorisé à fixer les conditions auxquelles la décharge est accordée.

Article 4.-

Les produits importés contenant des huiles minérales légères sont soumis à un droit d'accise fixé comme suit :

a. produits contenant des huiles minérales légères inutilisables pour l'alimentation des moteurs .....exemption

---

Article 2.- Arrêté royal n°233 du 22 janvier 1936, article 1er, § 3, alinéa 1er, et 2 pro parte, modifié par la loi du 13 janvier 1950, article 1er.

Article 3.- Arrêté royal n°233 du 22 janvier 1936, article 1er, § 5, modifié par la loi du 13 janvier 1950, article 1er et article 2, b, modifié par la loi du 13 janvier 1950, article 2.

.../...

b. autres produits :

1. contenant en valeur plus de 10 p.c. mais pas plus de 50 p.c. d'huiles minérales légères ..... 109 frs par hl

2. contenant en valeur plus de 50 p.c. d'huiles minérales légères ..... 219 frs par hl

A partir du 16 avril 1952, et par dérogation aux dispositions ci-dessus, les droits d'accise prévus au b, 1 et 2, sont fixés respectivement à 160 et à 320 frs.

Article 5.-

Le Ministre des Finances détermine les conditions auxquelles est subordonnée l'admission en exemption du droit d'accise, des produits visés à l'article 4, a.

Article 6.-

Pour les huiles minérales légères et pour les produits contenant des huiles de l'espèce, importés, les droits d'accise établis par les articles 1er et 4 sont indépendants du droit fixé par le tarif des droits d'entrée.

Article 4.- Arrêté royal n°233 du 21 janvier 1936, article 1er, § 2, modifié par la loi du 13 janvier 1950, article 1er - Loi du 26 juillet 1952, article 2 prorogé par les lois du 29 décembre 1952, article 2, alinéa 2, du 29 décembre 1953, article 2, alinéa 2, du 28 décembre 1954, article 2, alinéa 2, et, sans limitation de durée, par la loi du 29 décembre 1955, article 2, alinéa 2.

Article 5.- Arrêté royal n°233 du 22 janvier 1936, article 1er, § 3, alinéa 2 pro parte, modifié par la loi du 13 janvier 1950, article 1er.

Article 6.- Arrêté royal n°233 du 22 janvier 1936, article 1er, § 4, modifié par la loi du 13 janvier 1950, article 1er.

Article 7.-

Le Ministre des Finances est autorisé à prendre toutes mesures généralement quelconques en vue d'assurer la perception des droits d'accise établis par les articles 1er et 4 et pour régler la surveillance des usines.

Article 8.-

§ 1er. Toute manoeuvre quelconque ayant pour but de soustraire les produits imposables à l'application du droit fixé par les articles 1er et 4 est punie d'une amende égale au décuple des droits fraudés, sans qu'elle puisse être inférieure à 10.000 frs.

L'amende est doublée en cas de récidive.

Dans les cas suivants, indépendamment des peines énoncées ci-dessus, le délinquant encourt un emprisonnement de quatre à douze mois et la confiscation des appareils ou ustensiles employés pour la fraude ainsi que des matières employées ou destinées à la fabrication et des produits fabriqués est toujours prononcée :

Article 7.- Arrêté royal n°233, article 2, 1°, modifié par la loi du 5 septembre 1947, article 3.

Article 8.- Arrêté royal n°233 du 22 janvier 1936, article 3.

.../...

1° lorsque des produits tombant sous l'application de l'article 1er sont fabriqués sans déclaration préalable ou soustraits à la prise en charge prescrite en vue d'assurer la perception des droits;

2° quand la fraude est pratiquée soit dans une fabrique clandestine, soit dans une usine régulièrement établie mais ailleurs que dans les locaux dûment déclarés.

§ 2. Toute contravention aux mesures prises en exécution des articles 3 et 7 est punie d'une amende de 5.000 à 25.000 frs.

§ 3. Indépendamment des amendes comminées par le présent article, le paiement des droits fraudés est toujours exigible.

Article 9.-

Les dispositions de la loi générale du 26 août 1822, de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude en matière de douane, de la loi du 4 mars 1846 relative aux entrepôts de commerce, modifiée par l'arrêté du Régent du 17 août 1948, de la loi du 6 août 1849 sur le transit, modifiée par les lois des 3 mars 1851 et 1er mai 1858, sont applicables aux producteurs des huiles minérales visées à l'article 1er, et aux bénéficiaires de la décharge prévue à l'article 3.

Article 9.- Arrêté royal n°233 du 22 janvier 1936, article 4, modifié par la loi du 13 janvier 1950, article 3.

.../...

CHAPITRE II.- COMMERCE DES CARBURANTS.

Article 10.-

Le Ministre des Finances est autorisé à déterminer les conditions auxquelles doivent répondre les carburants, essences de pétrole ou leurs mélanges, détenus ou vendus dans le pays pour les besoins de la traction automobile.

Il est également autorisé à prescrire toutes autres mesures quelconques en vue d'empêcher que des huiles minérales moyennes ne soient utilisées aux susdits besoins par mélange ou autrement.

Article 11.-

Les agents de l'administration des douanes et accises ont le pouvoir de prélever en tous endroits des échantillons des produits visés à l'article 10.

Les assujettis sont tenus de laisser prélever gratuitement ces échantillons et de fournir aussi gratuitement les récipients métalliques destinés à les renfermer.

Article 10.- Loi du 23 juin 1938, article 10, § 1er.

Article 11.- Loi du 23 juin 1938, article 10, § 2.

Article 12.-

Toute contravention aux arrêtés pris par le Ministre des Finances en exécution de l'article 10, toute entrave ou opposition de la part des assujettis à l'exercice du droit visé à l'article 11, alinéa 1er, et tout refus de satisfaire aux obligations prévues par l'article 11, alinéa 2, sont punis d'une amende de 5.000 à 50.000 frs.

En cas de récidive, l'amende est doublée.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du ...

Article 12.- Loi du 23 juin 1938, article 10, § 3.

Dispositions non reprises dans la coordination :

Arrêté royal n° 233 du 22 janvier 1936.

Article 5.- L'article 4 de la loi du 13 juillet 1930 est rapporté.

Article 7.- Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au Moniteur.

Loi du 23 juin 1938.

Article 10.- § 4. Est rapporté l'article 2 de l'arrêté royal du 3 octobre 1934, confirmé par la loi du 4 mai 1936.

Article 12.- § 2. Le Ministre des Finances fixera la date à partir de laquelle entreront en vigueur les dispositions des articles ... et 10.

Loi du 5 septembre 1947.

Article 4.- La présente loi entrera en vigueur le premier jour du troisième mois suivant l'échange des ratifications de la Convention douanière signée le 5 septembre 1944 par les Gouvernements belge, luxembourgeois et néerlandais (cette date est le ...)

Loi du 13 janvier 1950.

Article 5.- La présente loi entrera en vigueur le 16 janvier 1950.

Loi du 29 décembre 1955.

Article 9.- La présente loi entrera en vigueur le 1er janvier 1956 .

Het ontwerp strekt tot coördinatie van het koninklijk besluit nr 233 van 22 januari 1936, zoals het door latere bepalingen en door artikel 10, §§ 1 tot 3, van de wet van 23 juni 1938 betreffende accijnzen en douanen is gewijzigd.

Een coördinatie is reeds verricht bij het ministerieel besluit van 27 december 1947 en bij dat van 14 januari 1950. Het ontwerp verschilt van het ministerieel besluit van 14 januari 1950 alleen hierin, dat het de daar bepaalde bedragen van de rechten verhoogt.

Deze verhoging is ingevoerd door de artikelen 1 en 2 van de wet van 26 juli 1952, "gedurende het tijdperk van 16 april tot 31 december 1952, in afwijking van artikel 1, § 1, (en van artikel 1, § 2) van de wetsbepalingen betreffende het fiscaal regime van de minerale oliën, samengeordend door het ministerieel besluit van 14 januari 1950". De toepassing van de wet van 26 juli 1952 is tot 31 december 1955 telkens voor een jaar verlengd ingevolge een voorschrift opgenomen in artikel 2, tweede lid, van elk der wetten houdende de rijksmiddelenbegrotingen voor de dienstjaren 1953, 1954 en 1955. Van zijn kant heeft artikel 2, tweede lid, van de wet van 29 december 1955 houdende dezelfde begroting voor het jaar 1956 de toepassing van de wet van 26 juli 1952 ditmaal verlengd zonder enige beperking van duur. Uit de parlementaire voorbereiding van de begrotingswet van 29 december 1955 blijkt duidelijk dat de Regering, hierin door de wetgever gevolgd, de bedoeling heeft gehad, deze verlenging zonder tijdsbeperking toe te staan (Doc.Kamer 4 - 1 (1955-56), nr 1, p. 59).

.../...

Uit dit alles blijkt, dat de wet van 26 juli 1952 de bestaande wetgeving niet heeft gewijzigd, maar er gewoon van is afgeweken ; de omstandigheid, dat deze afwijking thans zonder tijdsbeperking geldt, heeft niet tot gevolg gehad de vroegere wetgeving op te heffen, maar heeft gewoon de toepassing ervan opgeschort ten aanzien van de belastingsbedragen die in de afwijking zijn bepaald.

Daar een coördinatiebesluit tot doel heeft, in één tekst de gehele ter zake geldende wetgeving geordend samen te brengen, moet het ontwerp zowel met de niet opgegeven basistekst als met de afwijkingen daarvan rekening houden. Het is dan ook niet mogelijk de bedragen die vóór de wet van 26 juli 1952 van toepassing waren, zonder meer te vervangen door de afwijkende bedragen die deze wet heeft ingevoerd. Men moet dus de tekst van de vorige coördinatie herhalen en de voorschriften van de afwijkende wet daarin als afzonderlijke alinea's opnemen.

\+

\+ \+

Artikel 1 van het coördinatiebesluit ware beter te lezen als volgt :

"Artikel 1.-

Het koninklijk besluit nr 233 van 22 januari 1936, bekrachtigd door de wet van 4 mei 1936; artikel 10,

.../...

§§ 1 tot 3, van de wet van 23 juni 1938; artikel 3 van de wet van 5 september 1947 ; de artikelen 1, 2 en 3 van de wet van 13 januari 1950 ; de artikelen 1, 2 en 3 van de wet van 26 juli 1952 en artikel 2 van de wet van 29 december 1955 houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het dienstjaar 1956 worden gecoördineerd overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tekst".

+
+ +

De volgorde van de in het ontwerp gecoördineerde bepalingen is niet streng logisch. Zo hebben in artikel 1, de paragrafen 3, eerste lid, en 5, alleen betrekking op § 1 van hetzelfde artikel en moeten zij dus logisch vóór § 2 komen. Zo ook kan artikel 1, § 3, tweede lid, gesplitst worden, zodat het telkens na ieder van de desbetreffende bepalingen komt te staan. Artikel 2, 2°, dat enkel verband houdt met artikel 1, § 5, zou onmiddellijk na deze bepaling moeten worden opgenomen.

Artikel 1 bestaat uit vijf paragrafen. Duidelijkheidshalve zouden hiervan afzonderlijke artikelen moeten worden gemaakt.

+
+ +

.../...

Op verschillende plaatsen wijkt de Nederlandse tekst van het ontwerp enigszins af van de wettekst.

\+

\+ +

Aan de voetnoten ware een opgave van de niet in de coördinatie opgenomen artikelen toe te voegen.

\+

\+ +

In de onderstaande tekst is met de gemaakte opmerkingen rekening gehouden :

WETSBEPALINGEN BETREFFENDE HET FISCAAL REGIME VAN MINERALE OLIE, GECOORDINEERD . . .

HOOFDSTUK I. - ACCIJNS.

Artikel 1.-

Minerale olie verkregen door verwerking van aardolie, bruinkool, turf, olielei, enz., welke hier te lande wordt vervaardigd of ingevoerd, is onderworpen aan een als volgt vastgestelde accijns :

.../...

Artikel 1.- Koninklijk besluit nr 233 van 22 januari 193 artikel 1, § 1, gewijzigd bij de wet van 13 januari 1950 artikel 1 - Wet van 26 juli 1952, artikel 1, verlengd door de wetten van 29 december 1952, artikel 2, tweede lid, van 29 december 1953, artikel 2, tweede lid, van 28 december 1954, artikel 2, tweede lid, en, zonder tijdsbeperking, door de wet van 29 december 1955, artike 2, tweede lid.

a. ruwe petroleum ..... vrijstelling
b. andere :
   1. Lichte olie :
      A. voor industrieel gebruik ... vrijstelling
      B. voor ander gebruik ..... 219 fr. per hl bij 15° c
   2. Halfzware olie ..... vrijstelling
   3. Overige ..... vrijstelling.

Vanaf 16 april 1952 wordt, in afwijking van de bovenstaande bepalingen, de onder b, 1, B, bedoelde accijns vastgesteld op 320 frank.

Artikel 2.-

De Minister van Financiën bepaalt welke produkten tot elke van de in artikel 1 opgesomde categorieën behoren en onder welke voorwaarden accijnsontheffing wordt verleend ten aanzien van de onder b, 1, A, van dit artikel genoemde produkten.

.../...

Artikel 2.- Koninklijk besluit nr 233 van 22 januari 1936, artikel 1, § 3, eerste lid, en 2 pro parte, gewijzigd bij de wet van 13 januari 1950, artikel 1.

Artikel 3.-

Ontheffing van de accijns kan worden verleend in geval van uitvoer van de produkten vermeld in artikel ', b, 1, B. De Minister van Financiën is gemachtigd tot het bepalen van de voorwaarden waaronder de ontheffing wordt verleend.

Artikel 4.-

Ingevoerde produkten welke lichte minerale olie bevatten, worden onderworpen aan een als volgt vastgestelde accijns :

a. produkten bevattende lichte minerale olie welke ongeschikt is voor het aandrijven van motoren ..... vrijstelling

.../...

Artikel 3.- Koninklijk besluit nr 233 van 22 januari 1936, artikel 1, § 5, gewijzigd bij de wet van 13 januari 1950, artikel 1 en artikel 2, b, gewijzigd bij de wet van 13 januari 1950, artikel 2.

Artikel 4.- Koninklijk besluit nr 233 van 21 januari 1936, artikel 1, § 2, gewijzigd bij de wet van 13 januari 1950, artikel 1 - Wet van 26 juli 1952, artikel 2, verlengd door de wetten van 29 december 1952, artikel 2, tweede lid, van 29 december 1953, artikel 2, tweede lid, van 28 december 1954, artikel 2, tweede lid, en, zonder tijdsbeperking, door de wet van 29 december 1955, artikel 2, tweede lid.

b. andere produkten :

1. welke voor meer dan 10 t.h. doch niet meer dan 50 t.h. van hun volume lichte minerale olie bevatten ..... 109 fr.per hl

2. welke voor meer dan 50 t.h. van hun volume lichte minerale olie bevatten ..... 219 fr.per hl

Vanaf 16 april 1952 worden, in afwijking van de bovenstaande bepalingen, de onder b, 1 en 2, bedoelde accijnzen onderscheidenlijk vastgesteld op 160 fr. en 320 fr.

Artikel 5.-

De Minister van Financiën bepaalt onder welke voorwaarden accijnsontheffing wordt verleend ten aanzien van de in artikel 4, a, genoemde produkten.

.../...

Artikel 5.- Koninklijk besluit nr 233 van 22 januari 1936, artikel 1, § 3, tweede lid pro parte, gewijzigd bij de wet van 13 januari 1950, artikel 1.

Artikel 6.-

Voor ingevoerde lichte minerale olie en voor de ingevoerde produkten welke dergelijke olie bevatten, is de in de artikelen 1 en 4 bepaalde accijns onafhankelijk van het recht vastgesteld door het tarief van invoerrechten.

Artikel 7.-

De Minister van Financiën is gemachtigd tot het treffen van enigerlei maatregel om de heffing van de bij de artikelen 1 en 4 ingestelde accijns te verzekeren en om de bewaking der fabrieken te regelen.

Artikel 8.-

§ 1. Enigerlei praktijk die ten doel heeft de belastbare produkten te onttrekken aan de toepassing van het recht bepaald in de artikelen 1 en 4, wordt gestraft met een geldboete gelijk aan tienmaal de ontdoken rechten, zonder beneden 10.000 frank te mogen blijven.

.../...

Artikel 6.- Koninklijk besluit nr 233 van 22 januari 1936, artikel 1, § 4, gewijzigd bij de wet van 13 januari 1950, artikel 1.

Artikel 7.- Koninklijk besluit nr 233, artikel 2, 1°, gewijzigd bij de wet van 5 september 1947, artikel 3.

Artikel 8.- Koninklijk besluit nr 233 van 22 januari 1936, artikel 3.

In geval van herhaling wordt de geldboete verdubbeld.

Afgezien van de reeds vernoemde straffen, wordt de overtreder in de volgende gevallen gestraft met gevangenisstraf van vier tot twaalf maanden en wordt steeds verbeurdverklaring uitgesproken van toestellen of gereedschap waarmede het bedrog gepleegd is, alsmede van de stoffen welke tot het vervaardigen gediend hebben of daartoe bestemd waren en voorts nog van de vervaardigde produkten :

1° wanneer produkten welke onder toepassing vallen van artikel 1, vervaardigd worden zonder voorafgaande aangifte of onttrokken worden aan de debitering welke voorgeschreven is om de heffing van het recht te verzekeren ;

2° wanneer het bedrog gepleegd wordt hetzij in een geheime fabriek, hetzij in een regelmatig gevestigde fabriek doch elders dan in de aangegeven lokalen.

§ 2. Overtreding van de maatregelen getroffen krachtens de artikelen 3 en 7 wordt gestraft met een geldboete van 5.000 tot 25.000 frank.

§ 3. Benevens de in dit artikel bepaalde boeten, zijn de ontdoken rechten steeds opvorderbaar.

Artikel 9.-

Het bepaalde in de algemene wet van 26 augustus 1822, in de wet van 6 april 1843 op het beteugelen van de douane-ontduiking, in de wet van 4 maart 1846 op de handelsentrepots, gewijzigd bij het besluit van

.../...

Artikel 9.- Koninklijk besluit nr 233 van 22 januari 1936, artikel 4, gewijzigd bij de wet van 13 januari 1950, artikel 3.

de Regent van 17 augustus 1948, in de wet van 6 augustus 1849 op de doorvoer, gewijzigd bij de wetten van 3 maart 1851 en 1 mei 1858, is toepasselijk op de voortbrenger van de in artikel 1 bedoelde minerale olie, alsook op degenen die het voordeel genieten van de ontheffing bedoeld in artikel 3.

HOOFDSTUK II.- HANDEL IN CARBURANTS.

Artikel 10.-

De Minister van Financiën mag bepalen aan welke voorwaarden carburants, petroleumessences of hun mengsels, in het land voorhanden of verkocht voor de aandrijving van automobielen, moeten beantwoorden.

Hij is insgelijks gemachtigd alle andere maatregelen voor te schrijven om te beletten dat halfzware minerale olie, door vermenging of anderszins, tot gezegde doeleinden gebezigd wordt.

Artikel 11.-

De ambtenaren en beambten van het bestuur der douanen en accijnzen zijn gemachtigd overal monsters te nemen van de in artikel 10 bedoelde produkten.

.../...

Artikel 10.- Wet van 23 juni 1938, artikel 10, § 1.

Artikel 11.- Wet van 23 juni 1938, artikel 10, § 2.

De betrokkenen mogen die monsters kosteloos laten nemen, en ook kosteloos de metalen recipiënten verstrekken waarin die monsters zullen worden verpakt.

Artikel 12.-

Overtreding van de besluiten door de Minister van Financiën genomen ter uitvoering van artikel 10, belemmering of verzet vanwege de betrokkenen tegen het uitoefenen van het recht bedoeld in artikel 11, eerste lid, en weigering om te voldoen aan de verplichtingen bedoeld in artikel 11, tweede lid, worden gestraft met een geldboete van 5.000 tot 50.000 frank.

In geval van herhaling wordt de geldboete verdubbeld.

Ons bekend om te worden gevoegd bij Ons besluit van ...

Artikel 12.- Wet van 23 juni 1948, artikel 10, § 3.

Niet in de coördinatie opgenomen bepalingen:

Koninklijk besluit nr 233 van 22 januari 1936.

Artikel 5.- Artikel 4 der wet van 13 juli 1930 wordt ingetrokken.

Artikel 7.- Dit besluit wordt bindend de dag van zijn bekendmaking in het Staatsblad.

.../...

Wet van 23 juni 1938.

Artikel 10.- § 4. Wordt ingetrokken artikel 2 van het koninklijk besluit van 3 oktober 1934, bekrachtigd bij de wet van 4 mei 1936.

Artikel 12.- § 2. De Minister van Financiën bepaalt de datum waarop de beschikkingen van de artikelen ... en 10 in werking treden.

Wet van 5 september 1947.

Artikel 4.- Deze wet zal in werking treden de eerste dag der derde maand na de uitwisseling van de bekrachtigingen van de Douaneovereenkomst welke op 5 september 1944 door de Belgisch, Luxemburgse en de Nederlandse Regering ondertekend werd (deze datum is ...).

Wet van 13 januari 1950.

Artikel 5.- Deze wet treedt op 16 januari 1950 in werking.

Wet van 29 december 1955.-

Artikel 9.- Deze wet treedt in werking op 1 januari 1956.

La chambre était composée de

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président
de Heren : raadsheer van State, voorzitter

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
G. VAN BUNNEN, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
Ch. VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

J. COOLEN, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. J. MASQUELIN, membre dirigeant du Bureau de coordination.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. COOLEN.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. MASQUELIN, leidend lid van het Coördinatiebureau.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.